

LE TYRANNICIDE

EN RUSSIE

ET

L'ACTION DE L'EUROPE OCCIDENTALE

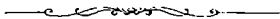
PAR

M. DRAGOMANOV

... permultæ per Europam sunt nationes, ... qui formulam regnandi, quam ipsi habent, omnibus præscribunt. Helvetii rempublicam habent, ... Moscovia tyrannide gaudet.

G. BUCHANANUS.

De jure regni apud Scotos. 1579.



GENÈVE

IMPRIMERIE DU «RABOTNIK» ET DE LA «CHROMADA»

—
1881

LE TYRANNICIDE EN RUSSIE

ET

L'ACTION DE L'EUROPE OCCIDENTALE

. . . permultæ per Europam sunt nationes, . . . qui formulam regnandi, quam ipsi babent, omnibus præscribunt. Helvetii rempublicam habent, . . . Moscovia tyrannide gaudet.

G. BUCHANANUS.

De jure regni apud Scotos. 1579.

Nous venons de lire, dans le *Golos* du 22 Mars, l'article de M. le professeur Th. Martens: « La Civilisation contemporaine et le Régicide », dont l'apparition fut annoncée par le télégraphe au monde entier. Si cet article n'avait exprimé que le vœu « d'établir autour de la Russie un cordon qui la fermerait hermétiquement aux idées socialistes venant de l'Europe occidentale, et aux plans qu'on prépare à Genève, à Londres et à Paris », — nous n'aurions fait que sourire à la pensée qu'il peut même exister en Russie des professeurs du droit des gens aux fantaisies si bizarres. Mais le professeur de St-Petersbourg ne se borne pas à émettre des vœux pareils, dont il réserve l'exécution à la police du tzar; il s'adresse en même temps au monde civilisé tout entier, et l'invite à venir aider cette police si impuissante dans la lutte qu'elle dirige, depuis quelques années, contre le mouvement révolutionnaire en Russie. M. Martens ne va pas si loin que ses autres confrères de la presse de St-Petersbourg, qui proposent l'annexion de la Suisse à l'Allemagne et la coercition de l'Angleterre, de la France et de l'Amérique du Nord — (par qui ??!); mais il réclame la restriction du droit d'asile pour les délits politiques et la croisade contre « les nihilistes-terroristes » qui, d'après lui, ne sont, du reste, que « les rejetons d'un arbre dont les racines se sont profondément enfoncées dans l'Europe occidentale ». M. Martens ne dit pas le nom de cet arbre, mais d'autres l'appellent le socialisme, l'Internationale et même le républicanisme.

La question d'une action conservatrice de l'Europe, ensuite de l'assassinat de l'empereur Alexandre, étant posée et discutée, nous nous permettrons de prendre aussi la parole. Mais, avant d'aborder directement la question, nous sommes obligé d'entrer dans quelques explications personnelles, par ce que certains correspondants de journaux et même des auteurs de livres, comme M. Ernest Lavigne (« Introduction à l'Histoire du Nihilisme russe »), nous assignent un rôle actif et considérable dans les faits qui donnent maintenant naissance aux discussions que nous venons de résumer.

Nous ne sommes nullement intéressé personnellement dans toutes ces discussions, parce que, il y a trois ans, quand la lutte dite « terroriste » entre le gouvernement russe et la société secrète qui a pris le nom de « comité exécutif des socialistes révolutionnaires russes » était à peine commencée par l'assassinat de Mezenzev, nous avons exprimé dans notre publication « *La feuille de la Hromada* » nos idées, et sur la lutte elle-même, et sur la valeur morale et pratique de ses moyens. Nous avons répété encore nos idées, il y a un an, lorsqu'un journal de St-Petersbourg, le « *Golos* », en nous assignant le rôle d'un chef du parti révolutionnaire russe, avait rejeté sur nous la responsabilité de la réaction qui interromprait les manipulations « libérales » du général Loris Melikov, si un nouvel attentat avait lieu.

Nous avons répondu au journal russe que, d'après nos idées plusieurs fois exprimées, *la cause pure exige des moyens purs aussi*, et que, par conséquent, nous approuvons sans réserve toutes les attaques ouvertes contre le système qui règne en Russie ; que nous applaudissons à toute tentative de défense armée de sa personne et de sa demeure contre les envahisseurs de la troisième section ; mais nous ne prêcherons jamais l'assassinat occulte, pas même celui d'un espion, d'un chef de police secrète, d'un tyran. Toutefois, si nous ne préconisons pas le système mis en vigueur par le « comité exécutif » de Russie, le système de « *la terreur pour la terreur* », nous comprenons parfaitement que ce système dût naître dans un pays qui tolère jusqu'à présent ses Bastilles et ses Inquisitions. Connaissant de près la quantité énorme de malheurs apportés dans des milliers de familles par ces Bastilles et ces Inquisitions, par cet arbitraire des agents de police, les grands comme les petits, qui agissent au nom de l'empereur autocrate et en bonne partie à son escient, nous ne nous étonnons pas si tous ces procédés réunis suscitent les Zasoulitch, les Solovyov, etc. Ce qui nous étonnerait plutôt, c'est qu'il y en ait si peu et qu'ils se soient fait attendre si longtemps. La bonté naturelle du caractère russe, l'influence des idées socialistes proclamant que l'individu n'est que le produit du système général, qu'on ne peut tuer d'un coup, — telles sont les causes qui avaient retardé l'explosion des sentiments de colère et de vengeance, si longtemps nourris par les persécutions dans le sein des générations russes. Enfin, ces sentiments *devaient* l'emporter.

Mais si nous expliquons ainsi les *faits* des assassinats politiques en Russie, nous protestons quand nous voyons qu'ils sont érigés en *doctrine*, chose que nous trouvons dangereuse pour l'avenir des révolutionnaires eux-mêmes. Nous protestons encore plus contre des

actes, tels que l'imposture et la falsification des manifestes du tzar, le vol dans une banque, des attentats contre les postes, etc., — commis par certains révolutionnaires russes comme des « *fraudes sacrées* ».

La différence des idées sur les moyens d'action n'est pas le seul trait qui nous distingue des révolutionnaires russes. Dans notre réponse au « *Golos* », nous l'avons prié de nous exclure non seulement des rangs du parti « socialiste-révolutionnaire russe », mais de tous les partis « russes ». Bien que né de parents « sujets de l'empereur russe », nous ne sommes *Russe* ni par notre nationalité, ni par le sol de notre action. Nous ne sommes pas *Moscovite*, mais *Oukraïmien*; et puisque notre nationalité existe non seulement en Russie (où elle souffre du gouvernement et aussi, en grande partie, de l'intolérance de l'opinion publique par trop centraliste), mais aussi en Autriche-Hongrie, nous, dans notre travail pour notre peuple, nous nous appuyons autant sur le sol qui fait partie de la Russie que sur celui qui est en dehors de l'empire des tzars. Nous pouvons avoir des points communs avec certains partis « russes » en tant que notre travail pour notre pays l'exige, mais nous ne pouvons entrer complètement dans aucun parti « russe ». Du reste, ceux qui lisent les publications des révolutionnaires russes savent que nos opinions et même notre personnalité y sont très souvent attaquées, et quelquefois avec la même ardeur et les mêmes arguments que dans les organes des centralistes moscovites de l'école conservatrice. Le langage étroitement moscovite des publications révolutionnaires russes, leur peu d'attention pour les nations de l'empire autres que la nation russe (moscovite), enfin l'esprit de plus en plus jacobin et centraliste qui se manifeste dans les tendances des révolutionnaires russes (et qui est si naturel chez les fils d'un état dont l'histoire est si analogue à celle de l'ancienne France, et qui avait encore subi l'influence directe du droit byzantin et du despotisme tartare), tout cela nous oblige à opposer aux idées des révolutionnaires russes notre critique, qui est celle d'un *socialiste-fédéraliste* oukraïmien. Nous leur rappelons, de temps en temps, qu'il y a en Russie, en présence des quarante millions de Russes, d'autres peuples comptant au moins autant de membres, dont les intérêts ne peuvent être satisfaits, ni par une *convention nationale* russe à la française, ni par le *Volksstaat* centralisé que rêvaient les socialistes-démocrates allemands pour leur pays, plus homogène et dix fois plus petit que la Russie d'Europe (1).

Voilà des considérations qui montrent clairement que, si nous prenons la plume pour combattre la croisade qu'on propose contre ceux qu'on appelle « nihilistes russes », ce n'est pas l'intérêt personnel qui nous guide.

Maintenant, nous aborderons directement la question soulevée par MM. Martens et consorts.

On dit que « le mouvement révolutionnaire en Russie n'est que le

(1) Il serait long d'expliquer pourquoi nous n'admettons pas le titre de *nihiliste*, contre lequel, du reste, protestent aussi plusieurs révolutionnaires „russes“.

rejeton de l'arbre qui a poussé sur le sol de l'Europe occidentale », et que c'est cette partie de l'Europe qui doit prendre des mesures pour l'arrêter. Cet arbre, dit-on, est le socialisme et, en particulier, l'Internationale. Mais, si en Occident on voulait combattre le socialisme à la manière du gouvernement russe, on procéderait d'une façon très étrange ; car, même les mesures prises par le prince de Bismark contre les socialistes allemands ne sauraient contenter les conservateurs de St-Petersbourg et de Moscou. Quoi qu'on pense en Occident de la réalisation immédiate des théories socialistes, tout le monde reconnaît pourtant la valeur des œuvres des R. Owen, des S. Simon, des Proudhon, des Marx, des Lassale qui, en Russie, sont interdites. Si, par occasion, quelqu'une des œuvres devenues classiques dans leur genre en Occident, réussit à échapper au feu de la censure impériale, comme la traduction du *Capital* de Marx, il y a quelques années, comme quelques traités de R. Owen, il y a quelques semaines, la lecture n'en est pas moins persécutée. Croirait-on, en Occident, que la censure russe confisque même les œuvres de ceux qu'on appelle les socialistes de la chaire (Kathedersocialisten), et, entre autres, celles du professeur Schaffle, ancien ministre de l'Autriche ; qu'elle saisisse non seulement son livre sur la *Quintessenz des Socialismus*, mais même son traité du *Bau der Menschlichen Gesellschaft* ? Voici encore quelques exemples des idées qu'a la police russe sur ce qu'elle appelle une agitation socialiste : Quand le comte Chouvalov était chef de la troisième section, on réprimandait les directeurs de journaux qui, dans leurs correspondances, constataient seulement que, dans tel ou tel endroit, les ouvriers étaient mal logés ou mal nourris. La troisième section y voyait l'agitation socialiste-révolutionnaire. La même chose se faisait sous Mezentzev, comme le racontait, il y a quelques mois, le Villemessant de St-Petersbourg, l'éditeur du « Nouveau Temps ». Récemment encore, après la mort d'Alexandre II, le chef du bureau de la presse, M. Abaza, dont on vantait tant les dispositions libérales, avait invité les rédacteurs à s'abstenir de toute discussion sur la pauvreté des paysans.

Dans un pareil état de choses, l'Europe occidentale, avec sa presse, ses réunions, son étude des questions économiques sera toujours le foyer d'où se répandront en Russie les idées que la police de cet empire qualifie de subversives. Cependant, si on étudie de près la crise en Russie et ses rapports avec les mouvements politiques de l'Europe, on verra que ce n'est pas le socialisme proprement dit qui y est engagé, mais la question de la liberté politique et de l'abolition des restes du régime féodal. Si la Russie est à la veille d'une révolution, ce sera plutôt la révolution française de 1789—93 que la commune de Paris de 1871. La série des attentats dont la Russie nous donne le spectacle depuis quelques années, n'ont que des attaches très faibles avec le mouvement socialiste en Europe, surtout avec l'Internationale de 1866—72. Ils ont des analogies beaucoup plus frappantes avec les idées qui avaient cours en Angleterre du temps du supplice du roi Charles I^{er}, et des apologies de Milton, ou avec celles qui régnaient en France lors de la condamnation de *Louis Capet*, et, en Allemagne, lors de l'assassinat

de Kotzebue (1819). Celui qui étudiera les publications des socialistes russes de 1866—75 arrivera, non sans étonnement, à la conclusion que c'est justement le mouvement socialiste, et surtout l'influence de la fraction *an-archiste* de l'Internationale, dont on connaît le mépris pour tout mouvement politique, — qui fut cause que la lutte contre l'absolutisme du tzar, commencée sous Alexandre II par les sociétés secrètes 1860—63, fut interrompue et que l'attentat de Karaczov de 1866 ne fut répété que treize ans après.

Il serait long de raconter ici l'histoire des idées socialistes en Russie et d'expliquer pourquoi elles avaient tant d'attraits pour la jeunesse russe. Bornons-nous à constater ce fait incontestable que l'autocrate de toutes les Russies fut le moins attaqué, justement dans les années où la jeunesse russe étudiait les œuvres de Lassale et de Marx, lisait les traités russes imprimés en Suisse sur le « *Développement historique de l'Internationale* », sur « *L'état et l'an-archie* », et rêvait d'*aller dans le peuple* pour l'instruire, pour travailler avec lui, ou même pour lui prêcher les maximes du socialisme, — dans les années où les émigrés russes en Suisse se donnaient la peine d'attaquer dans leurs discours plutôt « les républiques bourgeoises » que le tzar autocrate. Ce n'est qu'après les quatre ans de persécutions qui suivirent les arrestations en masse de 1874, quand non seulement la propagande du socialisme et le colportage des livres imprimés à l'étranger, mais même les essais de coopération ou d'enseignement de l'alphabet par un jeune homme ou une jeune fille « noble » au milieu des paysans, devinrent la cause d'emprisonnement pour trois ou quatre ans, de l'exil, souvent sans jugement ou après l'acquiescement du tribunal et de la peine des travaux forcés ; ce n'est qu'après tant d'épreuves et de désillusions que les socialistes russes ont enfin repris la ligne d'opposition politique marquée par le soulèvement des *Décembristes* de 1825 et par le mouvement de 1860—63. Lisez le discours prononcé par M^{lle} Bardine au procès des cinquante socialistes de Moscou en 1877 ; lisez le recueil des poésies composées par les socialistes du grand procès des 193, arrêtés en 1874 et jugés seulement en 1878 : « *De l'intérieur de la prison* », et vous y trouverez l'esprit dominant qui vous rappellera la résignation des premiers martyrs du christianisme ou des précurseurs de la Réforme, et non cet esprit vengeur du « comité exécutif » de 1879 — 1881. Il fallait des années de persécution, le traitement barbare des geôliers, tel que nous le voyons dans le procès de M^{lle} V. Zasoulitch ou dans la description de la prison centrale du gouvernement de Kharkov sous Krapotkin, etc. etc., pour engendrer ce « comité exécutif ». Et encore deux ans s'écoulèrent-ils avant qu'il tournât ses attaques contre l'empereur Alexandre II. Ce furent d'abord ses serviteurs : Trepov, Mezentzev, Krapotkin, qui tombèrent sous ses coups. Mais l'empereur Alexandre prit démonstrativement parti pour ses serviteurs, même pour Trepov, dont la conduite envers Bogolubov et ses camarades avait été si barbare, que le gouvernement lui-même dut ordonner une enquête à son sujet. Ne voulant pas même prendre en considération l'avertissement que lui avaient donné les jurés qui avaient acquitté M^{lle} V. Zasoulitch, l'empereur redoubla l'arbitraire persécuteur de

ses employés en proclamant en Russie un véritable état de siège. Ce n'est qu'alors seulement que Solovyov répète l'attentat de Karakozov. Mais le procès des seize qui avaient pris part à l'affaire de l'explosion dans le Palais d'Hiver, démontre que l'acte de Solovyov fut encore dicté par la volonté individuelle, et que le véritable comité exécutif qui se proposa le but déterminé de tuer l'empereur ne se forma que dans l'été de 1879, quand, par suite de l'attentat de Solovyov, l'empereur livra les populations de la Russie au despotisme des gouverneurs généraux, des Todleben, des Tchertkov, des Gourko, qui rappellèrent à l'Europe moderne les exploits des Albe et des Jeffries. C'est alors que se posa fatalement devant la Russie la question que débattaient dans l'Europe Occidentale les persécutés des XVI^e et XVII^e siècles sous la forme suivante : *An et quatenus principi, rempublicam aut opprimenti, aut perdent, resistere liceat, item quibus id, quomodo et quo jure permissum sit?* En Russie, comme en Europe, on répondit affirmativement à cette question. Et si cette réponse n'a pas été suivie, dans cet Etat, du soulèvement des grandes masses, si Alexandre II n'a pas été exécuté comme Charles I^{er} ou Louis XVI par les tribunaux révolutionnaires, cela s'explique par des différences dans l'histoire de la Russie et de l'Occident, par cette période de centralisation moscovite qui avait réussi à abattre l'esprit d'initiative dans les populations de la Russie, bien plus que ne le firent les Tudors en Angleterre ou les Bourbons en France, et enfin par la désunion qui règne dans les classes de la population russe, dont une vient seulement de sortir de la dépendance personnelle de l'autre. Mais il ne faut pas croire que ce soit seulement les idéologues, ou même les classes aisées en général, qui souffrent de l'arbitraire administratif qui vient de s'élever à un degré inouï dans ces dernières années. Sans compter les persécutions religieuses exercées contre les douze millions de sectateurs moscovites, ni les persécutions nationales dont souffrent les quarante millions de populations non moscovites, il suffira de nommer ici l'institution nouvelle des *ouriadniki*, ou gardes ruraux. La presse légale même et les conseils généraux les dépeignent comme de véritables bandits, pires que les sbires des tyrans de l'Italie d'autrefois. Ces ouriadniki, institués dans ces dernières années principalement pour empêcher la propagande « des ennemis du tzar » dans les villages, durent bien affaiblir la croyance des paysans russes que tout le mal de l'administration provient des seigneurs, et non du tzar lui-même, qui ne veut que le bien du peuple et qui, pour cette raison, est menacé par les seigneurs et leurs fils. Tôt ou tard, tous les éléments persécutés de la nation se rallieront, et l'explosion générale se produira sous une forme ou l'autre. usqu'à présent, les éléments les plus persécutés sont seuls entrés dans la lutte active et, se sentant faibles pour la lutte ouverte, ils ont choisi la voie des assassinats politiques, d'abord instinctivement, et puis consciencieusement et systématiquement.

Ce qu'il y a de plus déplorable dans cet état de choses, c'est qu'il peut durer des années sans résultat définitif. Tous ces attentats humilient le principe monarchique, démoralisent l'administration, lui ôtent ses derniers prestiges, mais ne l'abattent pas complètement. Après

chaque assassinat politique, l'arbitraire reprend haleine et sévit avec une force nouvelle. Ces sévices atteignent des cercles de la population toujours plus larges, augmente le nombre des mécontents et fait naître partout des besoins de garantie. Et, en réalité, il se produit ainsi un milieu qui, peu à peu, forme les cadres des partis libéraux actifs. Ceux-ci, par une action énergique, sous la forme de pétitions simultanées envoyées par les assemblées provinciales, par les classes, les corporations, par les demandes exprimées dans la presse, sinon encore par les démonstrations révolutionnaires, pourraient bien prononcer le dernier jugement sur l'arbitraire impérial et administratif. Voici donc le centre de la question : quand enfin se produira-t-elle cette action énergique des classes plus éclairées ? Les partisans de l'assassinat politique peuvent avec raison démontrer ce fait, qu'à chaque étape de leur action le nombre des voix sorties des éléments modérés de la société contre le système de l'arbitraire augmente. Après l'assassinat de Mezentzev, quelques conseils généraux se prononcèrent dans ce sens ; après l'explosion dans le Palais-d'Hiver, le gouvernement lui-même se vit obligé de faire, par la bouche de Loris Melikov, des promesses libérales auxquelles plusieurs assemblées provinciales répondirent par des réclamations plus explicites encore. Malheureusement, ces promesses libérales n'étaient pas exécutées et les réclamations des libéraux n'étaient de nouveau ni assez nombreuses, ni assez énergiques. C'est ici qu'il faut chercher les vraies causes d'une nouvelle tentative de régicide qui, cette fois, a été couronnée de succès. Quand, après l'explosion dans le Palais-d'Hiver, le général Loris Melikov publia sa fameuse proclamation, dans laquelle il promettait de pacifier la société et de remettre la Russie sur la voie du développement progressif, nous lui adressâmes une lettre publique, où nous lui disions que, s'il comprenait lui-même la portée de ses paroles, il ne lui restait plus qu'à présenter immédiatement à la signature de l'empereur des ordonnances accordant :

1° La révocation des gouverneurs généraux créés après l'attentat du 2 Avril 1879 ; l'abolition de toutes les mesures extraordinaires qui ont été prises depuis 1863, et de toutes les cours exceptionnelles instituées pour les procès politiques.

2° L'amnistie plénière pour les victimes de l'arbitraire de ces gouverneurs généraux, de ces mesures et de ces cours exceptionnelles.

3° La suppression définitive de la troisième section, sans création d'une nouvelle chancellerie secrète, sous une dénomination quelconque ; l'abolition de l'arbitraire administratif ; des garanties sérieuses d'inviolabilité pour toute personne non condamnée par un tribunal régulier.

4° La liberté de la presse, de réunion, et le droit de pétition.

5° La convocation, au moins, d'une assemblée nationale composée des délégués des zemstvo (conseils généraux) déjà existants, sinon d'une constituante élue par le suffrage universel, comme l'avait proposé le journal « Narodnaya Vola » (« La Volonté du Peuple », organe des révolutionnaires de S^t-Pétersbourg).

Ce n'était pas une « proposition d'armistice venant du camp

nihiliste», comme l'avaient dit plusieurs journaux, c'était simplement une déduction logique des promesses du dictateur de la Russie et de la situation de ce pays bouleversé. Quand les journaux subventionnés de Russie, tels que le « Bereg » et le « Kiyevlanin », qui cherchent plutôt des individus à accuser qu'à trouver l'explication des faits historiques dans les systèmes généraux, et les correspondants mal renseignés de l'Occident, nous faisaient « menacer » le dictateur russe, nous leur répondîmes dans une lettre adressée au rédacteur du « Journal de Genève » par le résumé suivant de la fin de notre brochure : « Pour conclure, je ne menace pas le général Loris Melikov d'une recrudescence de la lutte « si ces conditions ne sont pas acceptées » ; je dis seulement que je ne vois aucune raison, pour que l'agitation cesse tant que dureront les causes qui l'ont engendrée, c'est-à-dire l'autocratie du tzar et l'arbitraire de ses agents. Je prévois aussi, d'après les événements qui ne sont un mystère pour personne en Russie, que l'effervescence doit encore se compliquer ensuite des conditions sociales dans lesquelles se trouvent les classes ouvrières et agricoles de la Russie ».

Quelque temps après, le journal de St-Petersbourg, le « Golos » qui, dans ses allures, paraissait être l'organe du dictateur lui-même, nous adressait une demande étrange. Il nous conseillait « d'user de notre influence sur les terroristes russes » pour les détourner de leurs agissements, qui pourraient interrompre le travail de réorganisation du dictateur libéral. Nous répondîmes dans la brochure « *Le Terrorisme et la Liberté en Russie* » par un nouvel exposé de la situation et par un renouvellement du *minimum* des réclamations politiques que nous avions publié, encore du temps de Plevna, dans une autre brochure « *L'Esclavage intérieur et la Guerre de la libération* ». Ce *minimum* est :

- 1° Inviolabilité de la personne et du domicile (habeas corpus).
- 2° Inviolabilité de la nationalité (langues etc.) dans la vie privée et publique.
- 3° Liberté des cultes et parité des droits de chacun d'eux.
- 4° Liberté de la presse, de l'enseignement, de réunion et d'association.
- 5° Autonomie (selfgovernment) des communes, des cantons, des provinces et des régions.
- 6° Convocation de la diète de l'empire et responsabilité devant elle et devant les tribunaux de tous les agents du gouvernement.
- 7° Enquête sur l'état social et économique des masses populaires.
- 8° Amnistie plénière pour tous les délits politiques.

Ceux qui connaissent la presse russe et même la presse censurée, avoueront que nous n'avons exprimé que les réclamations de tous les hommes éclairés du pays. Et, ce qui est intéressant, c'est que le programme des révolutionnaires de St-Petersbourg, publié à cette époque, se rapproche beaucoup de nos formules (sauf pour l'esprit fédéraliste de quelques-unes d'entre elles) ; et cependant ce sont ces mêmes

formules qui, il y a quelques années, étaient qualifiées par les socialistes russes de lieux-communs « du libéralisme bourgeois » (1).

D'après notre opinion, basée sur la connaissance de l'état des pays où nous avons vécu des dizaines d'années, il n'y avait pas un moment à perdre après l'explosion dans le Palais-d'Hiver : il fallait accorder immédiatement les concessions les plus urgentes, et procéder consécutivement à l'accomplissement d'un programme net et franchement libéral.

Or, qu'a fait le vice-empereur de Russie pendant l'année qui s'est écoulée entre l'explosion dans le Palais-d'Hiver et l'assassinat du 13 Mars? Il a seulement changé dans l'administration quelques personnes devenues déjà trop odieuses à l'opinion publique; il a aboli la troisième section, ou, pour mieux dire, il en a changé le nom, ce qui arrive en Russie pour la quatrième fois depuis 1762; il a amnistié un nombre minime des suspects à la suite de sollicitations influentes et de quelques occasions heureuses. Il a envoyé des sénateurs réviseurs qui n'ont découvert que ce que tout le monde savait déjà depuis des années. La seule chose qu'avait vraiment concédé le comte, c'était une certaine liberté de la presse, à laquelle, du reste, Melikov voulut imposer le silence, au moins pour cinq ans, sur une question qu'on trouve dans la bouche de tout le monde, celle de la *constitution*, qu'il traita d'*illusion* dans son entretien avec les rédacteurs des journaux de St-Petersbourg.

Eh bien! la presse a découvert, pour la troisième fois depuis 1866, que les paysans sont dans un terrible état de misère. Elle a confirmé ainsi tout ce que les socialistes de la vieille génération (comme Herzen, Ogariov, Bakounin, Tchernichevskiy) avaient déjà prédit lors de

(1) Notre *minimum* publié dans la brochure *L'Esclavage intérieur et la Guerre de la Libération*, en 1877, fut répété dans une autre brochure : *Les Résultats de la Guerre* (1878). Cette dernière brochure a été réimprimée spontanément par l'imprimerie révolutionnaire de Saint-Petersbourg. Au commencement de 1880, était publié le *Programme du comité exécutif*, dont nous parlons dans le texte, et où la demande de la convocation de l'*Assemblée nationale*, élue par le suffrage universel, occupe la première place. Il est vrai que le « Comité exécutif » avait exprimé l'espérance que cette assemblée aurait une majorité socialiste, — ce qui, d'après nous, n'est qu'une illusion ou un compromis (mal cousu, du reste), avec le passé purement socialiste et même anarchiste des membres du Comité. L'*Assemblée nationale* — ou mieux dire les *Etats généraux* — de Russie, ne peuvent accomplir une autre tâche que celle qu'avaient accomplie des Assemblées analogues en Europe Occidentale, — c'est-à-dire d'en finir avec le féodalisme, d'affaiblir l'absolutisme, et de transporter le centre du pouvoir à ce qu'on appelle la bourgeoisie; — après quoi, le mouvement socialiste, en Russie, prendra une marche analogue à celle que nous présente l'Occident. Ce mouvement recevra pour base naturelle le parti ouvrier, dont l'organisation est maintenant impossible en Russie. On doit s'attendre aussi aux accès du césarisme démocratique en Russie, même aux allures communalistes, qui a beaucoup de chances de séduire même un grand nombre de *popularistes* (*narodniki*) parmi les socialistes russes, surtout dans la Moscovie, — ce nid du pouvoir des tzars et des prétentions de donner « au vieux monde occidental » le spectacle d'un développement complètement original !

l'émancipation des serfs, qu'Ogariov appelait « le nouveau servage des paysans ». La presse avait découvert que toutes les réformes du tzar libérateur étaient gâtées dans l'application et que, par la façon hypocrite dont on les concevait, elles étaient faites sans système; ce que les révolutionnaires avaient dit dès le commencement de ces réformes. Enfin la presse, sans en excepter les journaux demi-réactionnaires, comme « Le journal (russe) de St-Petersbourg » ou le « Nouveau Temps » avait relevé des choses incroyables sur l'arbitraire des ouriadniki, sur la manière brutale des arrestations et de l'exil en masse, sur des satrapes comme Todtleben et son aide Panutin, et, enfin, sur l'état extrêmement misérable des exilés sans jugement dans les villes lointaines des régions polaires. Plusieurs *zemstvos* et assemblées de la noblesse demandèrent aussi l'abolition de l'arbitraire administratif.

Qu'a fait le dictateur et le gouvernement en général? Les chiffres suivants le montreront. D'après les journaux censurés, *parmi les exilés sans jugement, internés dans une seule province d'Arkhangelsk, on a gracié, complètement ou en partie, 50 individus qu'on a remplacé par 75 nouveaux déportés.*

De deux choses l'une: ou le comte Loris Melikov n'a jamais eu d'influence décisive sur l'empereur Alexandre II, ou lui-même ne comprenait pas toute la portée de la situation. Dans les deux cas, c'est lui qui a livré définitivement l'empereur Alexandre II à la mort. Sa politique d'une année entière avait démontré que, ou bien Alexandre II était un obstacle aux réclamations les plus urgentes, ou bien qu'il était incapable de se choisir des conseillers habiles dans des circonstances si graves.

Quoi qu'il en soit, l'empereur Alexandre II a été assassiné, ou, comme disent les proclamations révolutionnaires, *exécuté*. Il est très intéressant de lire le texte complet de ces deux proclamations: l'une du « comité exécutif », l'autre des ouvriers qui appartiennent au parti de « la Volonté du Peuple ». Ni dans l'une, qui parle du « tyran » Alexandre II, ni dans l'autre, qui dit « que le tzar doit être un bon pasteur prêt à offrir sa vie pour ses brebis, et non un loup avide », et que le tzar actuel doit appeler « les représentants du peuple dans son sénat », nous ne voyons le langage de l'Internationale et du socialisme moderne en général, mais plutôt celui des jacobins du XVII^e siècle et même des huguenots et des puritains des XVI^e—XVII^e siècles (1). L'évolution du mouvement révolutionnaire russe, parti du mouvement « socialiste-anarchiste » du temps de l'Internationale, est accomplie: nous sommes en présence d'un mouvement *essentiellement politique*, semblable à celui par lequel les pays de l'Europe occidentale avaient passé, les uns aux XVI^e et XVII^e siècles, les autres au XVIII^e; l'Allemagne et l'Autriche

(1) Poynet. *A short treatise of political power*, 1558. — Hubert Languet. *Vindiciæ contra tyrannos*, 1579. — George Buchanan. *De jure regni apud Scotos*, 1579. — Milton. *Pro populo anglicano defensio*, 1651. — Etc., etc. — Il est très caractéristique que les journaux socialistes, dans l'Europe occidentale, ont trouvé impossible de reproduire le texte complet de la seconde proclamation russe, tellement il est différent de tout ce que les socialistes occidentaux disent dans leurs publications.

avant 1848 et l'Italie avant 1859. Si l'Europe veut aider le gouvernement du tzar, elle le fera, non par la persécution du socialisme et surtout de l'Internationale qui n'existe pas, mais en fermant ses parlements, en restaurant l'ancien régime avec une rigueur qui effrayerait même le comte de Chambord.

Sans doute ce serait se proposer une absurdité ! Donc, à vrai dire, l'Europe moderne n'a rien affaire avec la Russie dans cette question : elle ne peut qu'abandonner ce pays arriéré à ses destinées.

Mais on nous rappellera les attentats de Berlin, de Madrid, de Naples, on nous rappellera les sentiments sympathiques des socialistes-révolutionnaires d'Occident pour les « nihilistes » russes, etc., etc... Oui, vraiment, il y a ici un point de contact entre les deux mouvements, et, en même temps, une raison pour que l'Europe intervienne dans la crise de Russie.

Mais examinons les choses de près et avec le plus de sang-froid possible.

Quelle valeur peut avoir l'assassinat d'une tête couronnée dans la lutte du travail contre le capital, qui est le fond du mouvement socialiste ? Naturellement aucune. C'est, d'ailleurs, ce qui ressort clairement de l'analyse des derniers attentats politiques en Occident.

Il est impossible de parler sérieusement d'idées socialistes chez des malheureux comme Hœdel ou Passanante. Quant à Nobiling, il était républicain et non socialiste. Dire que ces individus n'étaient que des machines dirigées par un comité central international, c'est raconter des fables de vieilles femmes ou des rapports de mouchards maladroits qui ne peuvent comprendre le monde autrement que sous la forme d'un grand bureau de police (1).

Tout cela, entièrement ou en partie, avait été déjà dit par la presse socialiste, et si, dans la suite, celle-ci a cessé de le répéter, c'est que la répétition de certaines choses, surtout devant des accusateurs qui ne veulent rien écouter, devient à la fin ennuyeuse et blessante pour la dignité personnelle. De plus, les persécutions qui tombèrent sur les socialistes, surtout en Allemagne, aigriront beaucoup de personnes qui, auparavant, étaient relativement modérées dans leurs opinions purement politiques. Il ne faut pas méconnaître aussi parmi les socialistes, surtout en France, la présence d'un élément analogue à celui des conspirateurs jacobins de l'ancienne école. Sous l'influence des persécutions, ils s'étaient rapprochés du mouvement socialiste-économique

(1) Entre autres, des fables et des fantaisies dans ce genre, comme, par exemple, des rapports sur un Comité central siégeant à Genève, et dont nous serions aussi un des membres, furent débitées par le procureur de Berlin dans le procès des réfugiés russes arrêtés dans la capitale de Prusse, en 1878, et résumées par le comte d'Eulenburg, dans le Reichstag, pour l'appui du projet de loi contre les socialistes.

Nos idées sont, croyons-nous, claires aux lecteurs.

Quant aux *terroristes russes* proprement dits, nous pouvons affirmer, de la manière la plus positive, que plusieurs d'entre eux sont d'avis que *les assassinats politiques sont complètement superflus et inutiles dans les États où les citoyens jouissent de la liberté politique.*

dont le vrai caractère leur est complètement étranger. Pour apprécier à leur juste valeur les applaudissements que prodigent aux tyrannicides russes les socialistes-révolutionnaires de l'Europe occidentale, surtout de la France, où, avec l'avènement de la république, les questions purement politiques ont perdu leur importance, il suffit de remarquer que, malgré tous les témoignages d'admiration des révolutionnaires français à leur frères russes, « les Galliffet et autres Trepov français » restent complètement sains et saufs.

Après tout, les tentatives d'assassinat politique dans l'Europe occidentale ne peuvent être comparées à celles de Russie. Tandis qu'en Occident, jusqu'à présent, ce ne sont que des cas rares, en Russie nous en voyons tout une série et, enfin, nous y découvrons une action systématisée. Cette différence seule nous oblige à voir dans les tentatives d'assassinat politique de l'Europe occidentale, ou des accidents occasionnels, ou, du moins en partie, une sorte de *contagion épidémique* venue de Russie. L'époque même de la nouvelle apparition de ces attentats en Allemagne et en Italie, parle beaucoup en faveur de cette hypothèse. Ces attentats, en effet, datent du moment qui suit immédiatement ceux contre Trepov et Mezentzev. Au lieu de croire que les attentats russes sont des rejetons de l'arbre occidental, nous avons plus de raisons de faire la supposition inverse. Et c'est précisément pour ce motif que l'Europe occidentale est engagée dans la crise que traverse la Russie. Si l'absolutisme persiste en Russie (et il persistera si la lutte active n'est conduite que par la jeunesse « nihiliste », et si les représentants des classes éclairées n'entrent point résolument dans la lutte sous une forme ou l'autre), — il ne faut pas être prophète pour prédire de nouveaux attentats contre le tzar et même contre toute la famille impériale. Bien plus, comme le régime absolu soutient en Russie les restes du système féodal et entrave toutes les mesures qui pourraient soulager un peu l'état misérable des paysans, il faut s'attendre, en Russie, à une recrudescence des crimes agraires à l'Irlandaise, des émeutes populaires qui étaient déjà assez nombreuses dans cette dernière année. Ces crimes et ces émeutes ne sont point, jusqu'à présent, la conséquence de la propagande socialiste, bien que certains cercles de socialistes russes, mécontents du caractère exclusivement « politique » de l'action des « terroristes russes », aient discuté la question de l'organisation du « terrorisme agraire ou économique », comme dans l'Irlande. Il s'écoulera encore bien du temps avant que les socialistes en Russie se trouvent en possibilité d'avoir une influence directe sur les masses des paysans. Jusqu'aujourd'hui, c'étaient les paysans eux-mêmes qui agissaient spontanément dans les cas pareils en Russie, comme en Irlande. Si, comme nous le croyons, les émeutes populaires se multiplient en Russie sous le régime existant, elles seront aussi spontanées que l'était en France la guerre contre les châteaux, en 1789—1790. Comme en Russie les paysans n'ont aucune connaissance des idées socialistes, ces émeutes ne serviront qu'à prêter un appui au mouvement constitutionnel ou jacobin, dans les classes éclairées : tel fut le résultat des émeutes populaires en France en 1789, ou même en Angleterre avant la réforme de 1832. Mais toute cette crise russe, si distincte

qu'elle soit dans son caractère du mouvement socialiste moderne de l'Europe occidentale, ne s'effectuera pas, sans doute, sans exercer une certaine influence sur celui-ci. Elle lui communiquera son caractère sanguinaire, excitera les instincts qui procèdent plus des passions que du raisonnement, et qui ne sont pas absents chez les classes déshéritées, même dans les pays les plus avancés.

C'est ici le point sur lequel doivent réfléchir tous les hommes politiques de l'Europe, et c'est aussi la raison pour l'intervention de l'Europe dans la crise de la Russie. Nous avons démontré que la réaction, et surtout les mesures contre le socialisme, ne peuvent être d'aucune utilité pour l'apaisement de cette crise. Le retour à l'ancien régime est chose impossible. Il ne reste donc au monde civilisé qu'un moyen d'action dans les affaires russes, qui sera autant efficace pour sa propre défense que salulaire à la Russie : c'est de favoriser autant que possible l'introduction des institutions libérales dans ce pays.

Sans doute, il ne peut être question d'une action diplomatique telle que celle dont avait été l'objet, de la part de la France et de l'Angleterre, le gouvernement du royaume des Deux-Siciles. Mais nous sommes d'avis que le gouvernement absolutiste russe soit complètement isolé dans sa lutte avec ses sujets, quelle que soit la forme revêtue par cette lutte. Nous partageons bien l'opinion que l'assassinat politique est toujours un assassinat, et que la vie d'un souverain doit être sacrée autant que celle d'un simple particulier : aussi c'est pour cela que nous ne prêchons pas l'assassinat politique. Mais il y a une différence entre prêcher et comprendre, et, — par conséquent, pardonner. Donc, même les gouvernements du monde civilisé doivent comprendre les causes qui poussent les sujets du tzar aux attentats politiques, et, partant, refuser toutes les demandes d'extradition de la part du gouvernement russe. Oui, on a raison quand on dit que l'assassinat politique est toujours un assassinat ; mais on a raison aussi quand on dit que le tribunal doit représenter une justice impartiale : or, dans les affaires politiques, le gouvernement russe est lui-même le juge et le plaignant. Que le gouvernement russe institue au moins un jury pour les crimes politiques, et, alors seulement, il aura l'ombre de la raison en demandant l'extradition des Hartmann. N'oublions pas encore qu'actuellement l'administration russe punit arbitrairement de l'exil les personnes acquittées même par les cours martiales, et que l'existence de la torture en Russie est confirmée par les revues russes même censurées (voir notre communication dans la « Justice » du 26 Mars 1881).

Mais si l'action des gouvernements du monde civilisé dans la crise de Russie doit se limiter à la non-extradition des criminels politiques russes, quel que soit le crime qu'ils aient commis contre leur gouvernement, le rôle de l'opinion publique, de la presse européenne doit être plus actif. Le premier devoir de la presse c'est d'éclairer le public en lui donnant le résultat des études de l'état des choses dans tous les pays. Si la presse européenne se donne donc la peine d'étudier l'état de la Russie, le caractère de son gouvernement, les tendances de ses classes éclairées et les besoins de ses populations, etc., elle verra :

1° Que pour la bonne moitié de ses sujets, pour les Finlandais, les Allemands, les Lettes, les Lithuaniens, les Polonais, les Blancs-Russiens, les Oukrainiens, les Roumains de Bessarabie, les peuples du Caucase, etc., le gouvernement du tzar n'est pas même un gouvernement national, qu'il lèse brutalement les droits et les sentiments les plus naturels de ces nationalités, et entrave leur développement.

2° Que le régime actuel en Russie est, en général, tout à fait différent de celui de l'Europe moderne, et n'est que le mélange bizarre des institutions du moyen-âge avec celles de la période de l'état bureaucratique des XVII^e et XVIII^e siècles, de ce que les Allemands appellent *Polizeistaat*.

3° Que les réformes fameuses de l'empereur Alexandre II n'ont absolument rien changé dans le fond de l'ancien régime de la Russie et n'étaient capables que de produire un mécontentement général dans les masses du peuple comme dans toutes les classes aisées (1).

Sans doute, pour renseigner le public sur la Russie, les écrivains de l'Europe devraient connaître les langues du pays, au moins le russe (disons qu'en Russie aucun écrivain sérieux ne se permet d'éclairer ses lecteurs sur un pays de l'Europe, s'il ne connaît pas sa langue). Mais les littératures de l'Occident possèdent déjà des œuvres originales et des traductions des auteurs, comme Mackenzie Wallace (Russia); Alfred Rambaud (Histoire de Russie etc.); Elisée Reclus (Géographie de Russie); Alphonse Thun (Landwirthschaft und Gewerbe in Mittelrussland seit Aufhebung der Leibeigenschaft); Pipin et Spasovitch (Histoire des Littératures slaves), etc., où on pourrait trouver bien des faits pour apprécier la marche des affaires et des idées dans l'empire des tzars. Chose étonnante! il paraît que les journalistes qui renseignent le gros public de l'Europe sur la Russie, sont les derniers à lire ces ouvrages.

C'est à mourir de rire en lisant les neuf dixièmes de ce qu'on publie dans les journaux européens sur les affaires de Russie, surtout à propos des révolutionnaires russes, qu'on aime à nommer « nihilistes » (mot qui ne signifie rien et qui est déjà à peu près oublié dans la Russie elle-même). Mais la gravité des circonstances présentes comprime toute hilarité et éveille des pensées bien tristes. Il est douloureux de voir, dans une grande partie de ce que la presse de l'Europe publie sur la Russie, l'ignorance et la légèreté mêlées à la partialité la plus grossière.

La presse allemande est guidée par un sentiment de servilisme dynastique uni à des haines de race et à des considérations de politique prussienne. Elle sent bien qu'avec l'avènement de la liberté en Russie, il sera mis fin aux privilèges des barons allemands dans les provinces baltiques, à leur rôle prépondérant dans la bureaucratie russe; et que

(1) Telle est, à peu près, la conclusion du livre russe de M. Golovatchov : *Dix ans des Réformes*, et, tel est aussi le jugement d'un article récent de M. Anatole Leroy-Beaulieu (*Revue des Deux-Mondes*, 1881, 1^{er} Avril), que nous avons reçu quand notre brochure était déjà composée, et qui diffère en beaucoup de points de l'optimisme avec lequel l'honorable auteur avait traité le gouvernement du tzar, encore dans ses articles de 1880.

la Russie libre cessera d'être un instrument dans la main de la Prusse et de toutes « les saintes alliances ». La presse d'Allemagne criait déjà au feu quand on a soulevé en Russie la question de l'émancipation des serfs ; elle pousse maintenant les mêmes cris chaque fois qu'on parle de liberté politique en Russie, comme elle crie au « panslavisme nihiliste » chaque fois qu'il s'agit de donner satisfaction aux réclamations les plus justes des nations opprimées de l'empire du tzar, à celles des polonais, par exemple. Et cependant, c'est elle qui appelle la Russie le pays du knout (Knülland) et qui déplore le sort de la Pologne, quand il lui paraît nécessaire de dénigrer non-seulement le gouvernement, mais aussi la société russe aux yeux de l'Europe, comme elle l'a fait pendant la dernière guerre.

Dans la presse française, on répète les fables répandues par l'ancienne émigration polonaise qui était plus ou moins libérale, et, en même temps, plus ou moins aristocratique et catholique : La société russe y est beaucoup plus attaquée que le gouvernement du tzar. Ou bien, se plaçant à un point de vue différent, cette presse juge le gouvernement russe d'une façon par trop optimiste et ses adversaires d'une manière trop pessimiste : tels sont, par exemple, même les articles de M. Anatole Leroy-Beaulieu, dignes, du reste, de toute attention (1). Enfin, quand l'idée opportuniste d'une alliance avec le gouvernement russe contre l'Allemagne vient à s'emparer de la presse française, celle-ci oublie tous ses sentiments libéraux et républicains pour se faire le défenseur des Polignac et des Rouher de St-Petersbourg.

La presse anglaise montre plus d'esprit de critique et de logique. Malheureusement, les attaches ministérielles empêchent très souvent les journaux anglais, et, chose curieuse, surtout les journaux libéraux, d'être entièrement indépendants dans leur jugement sur les affaires russes. En outre, la pruderie et le formalisme national sont un obstacle aux auteurs anglais, même très bien renseignés, comme l'est M. Mackenzie Wallace, pour bien comprendre la valeur du mouvement révolutionnaire en Russie. Et, cependant, l'honorable auteur possède dans son livre tous les matériaux nécessaires pour cette appréciation (2).

Quant à la presse de la Suisse, si agitée après chaque attentat politique en Russie, elle croit qu'on peut se passer de toute étude impartiale des questions russes, sur lesquelles elle fait des récits tout à fait fantastiques. Elle insère les correspondances de ses compatriotes

(1) M. Anatole Leroy-Beaulieu, avec toute sa connaissance de la Russie, pouvait même écrire que les révolutionnaires russes auraient « brûlé des maisons, des quartiers, des villes presque entières » (*Revue des Deux-Mondes*, 1880, 15 Février), tandis qu'on ne connaît qu'un seul cas, où un révolutionnaire de Kiyev voulait mettre feu à une grange, pour effacer les traces d'une imprimerie clandestine.

(2) M. M. Wallace semble encore mal connaître les procès des socialistes russes, de 1876-1878. Il parle des tendances « sanguinaires » des demoiselles du procès des cinquante, et passe sous silence le discours de M^{lle} Bardine, qu'on pourrait placer dans la bouche d'une servante du Christ.

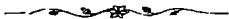
qui assurent que la Russie possède toutes les libertés possibles, et, entre autres, celle de la liberté des cultes, lorsque tout le monde sait que la Russie compte 12 ou 13 millions de sectateurs dont les cultes sont proscrits; ajoutons que parmi ces sectes, il y en a dont la doctrine n'est autre chose que le calvinisme sui generis. La presse suisse reproduit sur les réfugiés russes des niaiseries de toutes sortes, que le premier charlatan venu publiera dans n'importe quel journal étranger. Elle racontera, par exemple, que les « nihilistes », dans une réunion publique tenue dans un café de Genève, ont décidé de tuer Loris Melikoy; ou qu'on aurait trouvé (où et qui?) chez le réfugié M. P. Krapotkin le plan du Palais-d'Hiver etc., etc. Et après cela, la libre Helvétie se demande avec étonnement pourquoi les journaux réactionnaires de Berlin et de St-Petersbourg lui en veulent tant après chaque attentat commis à un millier de lieues de ses montagnes!

En somme, il ressort de ces considérations que la presse libérale de l'Europe occidentale est beaucoup plus royaliste, quand il s'agit des affaires russes, que les journaux les plus modérés de la Russie elle-même: c'est d'ailleurs ce dont tout le monde peut s'assurer en lisant les articles des journaux publiés après le dernier attentat contre le tzar. Les peuples de la Russie auraient droit d'espérer une toute autre ligne de conduite de la part de l'Europe libérale et de sa presse. Il est vrai que pour adopter cette ligne de conduite plus favorable au mouvement anti-absolutiste en Russie, le public de l'Europe occidentale devrait mieux connaître le pays; mais avec un peu plus de logique, de sincérité et de mémoire des périodes historiques que les divers pays de l'Occident ont dû déjà traverser, elle pourrait suppléer à ce manque de connaissance détaillé.

C'est ainsi qu'au lieu d'aggraver la crise de Russie par l'appui moral, même indirect, prêté à son absolutisme expirant, le public de l'Europe pourrait en presser le dénoûment et, en même temps, travailler à sa propre conservation.

M. Dragomanov.

Genève, 30 Mars 1881.



OUVRAGES DU MÊME AUTEUR :

- Il movimento letterario ruteno in Russia e Gallicia. (Estratto della Rivista Europea) Firenze. Lœscher, 1872.
La Littérature oukraïnienne proscrite par le gouvernement russe. Genève, H. Georg, 1878.
Récits et Traditions populaires de l'Oukraïne, (en oukraïnien). Kiyev, 1876.
Chansons historiques du peuple oukraïnien — Texte oukraïnien avec le commentaire russe, par V. Antonovitch et M. Dragomanov. Kiyev. 1874—75. I—II. (Couronné par l'Académie de S^t-Pétersbourg.)
Récits galiciens de Fedkovitch avec la préface de M. Dragomanov. Kiyev, 1876.

Brochures politiques russes :

- Les Turcs du dehors et du dedans. Genève, 1876.
L'Esclavage intérieur et la Guerre de la libération. Ibid. 1877.
Les Femmes du Procès socialiste de Moscou, 1877.
Les Résultats de la dernière guerre, 1878.
Sur l'affaire Zaslouitch—Trepov, 1878.
Lettre de Belinskiy à Gogol, avec préface de M. Dragomanov.
Lettre ouverte à M. Loris Melikov, 1880.
La Cause fait naître l'Effet, 1880.
Le Terrorisme et la Liberté en Russie, 1880.

HROMADA (la Commune), recueil oukraïnien rédigé par M. Dragomanov. Genève, I—IV. 1877—1880.

HROMADA, revue oukraïnienne bimensuelle, rédigée par M. Dragomanov, M. Pavlik et S. Podolinskiy. Genève, 1881. I—II.

LA FÉDÉRATION, supplément non-périodique à la « Hromada ». N° 1, 1881.

OUVRAGES RECOMMANDÉS SUR L'OUKRAÏNE :

- Fr. Bodenstedt. Die poetische Ukaïne. Stuttgart, 1845.
Obriest. Taras Schevtschenko, ein kleinrussischer Dichter. Czernowitz, 1868.
Alfred Rambaud. La Russie épique. Paris, 1875.
Id. La Petite Russie, d'après M. Dragomanov et M^{me} Olga Kossatch. Revue politique et littéraire, N° 24. 1876.
E. Durand. L'épique national de la Petite-Russie. T. Chevtchenko. Revue des Deux-Mondes. 1876, 15 Juin.
Chodzko. Chansons historiques de l'Ukaïne. Paris, 1879.
Elisée Reclus. Nouv. Géographie universelle. Vol. V., 1879.

CINQUANTIÈME ANNIVERSAIRE

DE

L'INSURRECTION POLONAISE

DU

29 NOVEMBRE 1830

CONFÉRENCE-MEETING

TENUE A GENÈVE, AU PALAIS ÉLECTORAL, SALLE DE L'INSTITUT

Le 29 Novembre 1880

GENÈVE

CHEZ TOUS LES LIBRAIRES

—
1881